

CAISSES DE RETRAITE FACE AU DEFI DEMOGRAPHIQUE

Le système de retraite marocain se caractérise par la coexistence de plusieurs régimes de retraite différents les uns des autres quant à leurs statuts juridiques, leurs modes de gestion, leurs ressources et leurs modalités de prestations. Il se compose principalement de trois régimes publics obligatoires (CMR, CNSS et RCAR) et un régime facultatif (CIMR) géré par le secteur privé.

La population cotisante à ces régimes de retraite a enregistré, au cours de la période 2000-2009, un accroissement annuel moyen de 4,1%. Elle s'élève à près de 2,7 millions de travailleurs, ce qui représente 27% de la population active occupée en 2009, niveau jugé relativement faible comparativement à d'autres pays (60% dans les économies de transition et 80% dans les pays de l'OCDE).

Le niveau faible du taux de couverture s'explique par les facteurs structurels du marché de l'emploi, notamment un taux d'emploi inférieur à 50% et un taux de sous-emploi d'environ 10%. Ceci est dû au niveau faible des taux d'activité, notamment des femmes, et aux rigidités entravant le développement du tissu productif (coût de production élevé, faible progrès technologique, etc.) se traduisant en conséquence par une faible capacité d'absorption de l'offre d'emploi particulièrement des qualifications (taux de chômage national de 9%). A cela s'ajoute le poids du secteur agricole dans l'emploi avec plus de 40% des actifs occupés, mais avec une grande fréquence des emplois saisonniers.

En outre, le nombre de bénéficiaires augmente depuis quelques années plus rapidement que celui de l'effectif des cotisants. Il s'est accru en moyenne de 6,6% au cours de la période 2000-2009 conduisant ainsi à une détérioration continue du rapport démographique des caisses de retraite. Ce rapport est passé de 15 actifs en moyenne pour un seul retraité en 1980 à 5,8 actifs en 1993 et à 3,9 actifs en 2009. L'analyse de l'évolution de chaque caisse cache cependant des tendances contrastées. Le rapport démographique pour la CNSS reste relativement élevé, aux alentours de 5,4 actifs pour un bénéficiaire, au lieu de 1,2 actif dans le RCAR, de 2,1 dans la CIMR et de 2,7 dans la CMR.

La dégradation du rapport démographique a entraîné un déséquilibre entre les dépenses et les ressources des différents régimes. En effet, alors que le niveau des cotisations des différentes caisses est en

baisse continue depuis 2005 pour atteindre 3,2% du PIB en 2009, celui des dépenses s'est accru progressivement pour atteindre 2,9% du PIB en 2009. En conséquence, l'excédent financier global de l'ensemble des caisses a tendance à diminuer, passant de 0,95% du PIB en 2005 à 0,33% en 2009.

Par ailleurs, la situation financière du système de retraite sera encore plus affectée dans l'avenir en raison de la transition démographique avancée au Maroc et du changement profond qu'il produit dans la pyramide des âges. L'effectif des personnes âgées de 60 ans et plus passerait de 2,7 millions en 2010 à 10,1 millions en 2050, année où elle représenterait 24,5% de la population totale alors qu'elle ne constituait que 7,2% et 8,1% respectivement en 1960 et 2004. Le rapport de dépendance défini comme le rapport entre le nombre de personnes en âge d'activité et celui des personnes âgées de 60 ans et plus, se situerait à 2,4 individus en 2050 au lieu de 7,7 en 2010.

Ainsi, l'impact du choc démographique, à législation inchangée, entraîne la dégradation de la situation financière du système de retraite marocain et de la situation macroéconomique. En effet, sous l'hypothèse que les régimes de retraite continueraient de couvrir environ 27% des actifs occupés, le ratio entre le nombre total de retraités et celui des travailleurs (y compris ceux non couverts) augmenterait en passant de 0,075 en 2010 à 0,180 en 2050. En se limitant aux travailleurs couverts, ce ratio passerait de 0,250 en 2010 à 0,573 en 2050.

La dégradation des rapports de dépendance serait plus accentuée pour la CNSS. Ainsi, et comparativement à l'année 2010, si le nombre des actifs affiliés à la CNSS devrait augmenter, en enregistrant un taux d'accroissement global de 58,6% à l'horizon 2050, celui des retraités serait multiplié par 4,1 fois. Ces mêmes indicateurs seraient respectivement de 2% et 2,6 fois pour la CMR et de 10,5% et 1,8 fois pour le RCAR.

Dans ce contexte, la dépense totale des retraites devrait représenter 7,7% du PIB à l'horizon 2050, alors qu'elle ne représente que 3% du PIB en 2010. En revanche, les recettes seraient en baisse, passant respectivement de 3,2% du PIB à 2,6%. Cet écart, croissant au court du temps, va générer des déficits considérables, de l'ordre de 5,1% du PIB en 2050 au lieu d'un léger excédent de 0,33% du PIB en 2009.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat

Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma

www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



NOTRE MONDE EST CAPITAL

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Comptes nationaux trimestriels.....	3
Caisses de retraite face au défi démographique.....	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Janvier 2013 N° 186

BULLETIN MENSUEL

PRIX

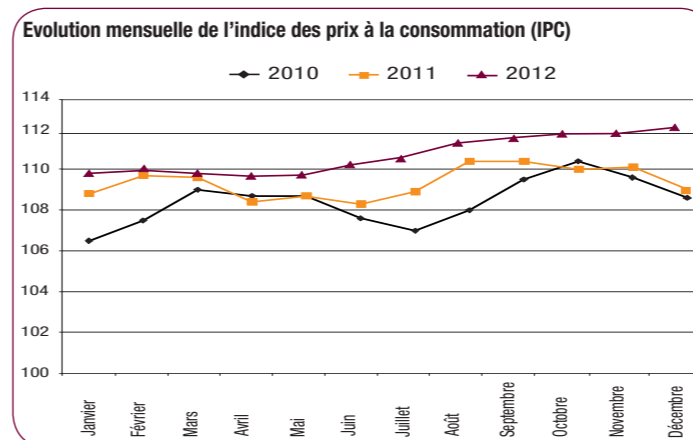
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de décembre 2012, une hausse de 0,4% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,9% de l'indice des produits alimentaires et de la stagnation de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 2,6% au cours du mois de décembre 2012.

Le taux d'accroissement de l'indice moyen annuel de l'année 2012, par rapport à celui de l'année 2011, s'établit à +1,3%.



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES MOYENS ANNUELS		
	Nov. 2012	Dec. 2012	VAR. %	2011	2012	VAR. %
Produits alimentaires	120,1	121,2	0,9	115,9	118,5	2,2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	120,7	121,9	1,0	116,3	119,1	2,4
Boissons alcoolisées et tabac	108,5	108,5	0,0	108,3	108,5	0,2
Produits non alimentaires	106,2	106,2	0,0	104,8	105,4	0,6
Articles d'habillement et chaussures	108,9	109,2	0,3	106,0	108,2	2,1
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	105,5	105,6	0,1	104,8	105,3	0,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,0	106,9	-0,1	107,1	107,2	0,1
Santé	103,9	103,9	0,0	103,1	103,8	0,7
Transport	108,5	108,7	0,2	103,1	106,4	3,2
Communication	65,6	65,6	0,0	85,5	68,7	-19,6
Loisirs et culture	97,4	97,4	0,0	96,4	96,9	0,5
Enseignement	129,6	129,6	0,0	119,7	124,3	3,8
Restaurants et hôtels	114,9	114,9	0,0	111,1	113,3	2,0
Biens et services divers	111,0	111,1	0,1	109,2	110,7	1,4
Indice général	111,9	112,4	0,4	109,4	110,8	1,3

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES MOYENS ANNUELS		
	Nov. 2012	Dec. 2012	VAR. %	2011	2012	VAR. %
Agadir	111,0	112,1	1,0	108,6	110,1	1,4
Casablanca	114,6	115,0	0,3	110,7	112,9	2,0
Fès	111,6	112,5	0,8	109,1	110,5	1,3
Kénitra	111,8	111,7	-0,1	109,0	110,3	1,2
Marrakech	112,8	113,3	0,4	109,0	111,0	1,8
Oujda	110,2	110,5	0,3	109,6	109,6	0,0
Rabat	109,4	109,5	0,1	107,7	108,4	0,6
Tétouan	110,8	111,4	0,5	110,8	112,0	1,1
Meknès	113,0	113,7	0,6	111,2	112,5	1,2
Tanger	112,9	113,7	0,7	110,4	111,7	1,2
Laâyoune	111,9	112,7	0,7	109,1	111,5	2,2
Dakhla	111,7	113,0	1,2	108,1	110,4	2,1
Guélmim	110,9	112,2	1,2	109,2	110,4	1,1
Settat	112,8	113,4	0,5	109,7	111,4	1,5
Safi	107,1	107,3	0,2	105,0	105,9	0,9
Beni-Mellal	111,6	112,8	1,1	108,9	111,1	2,0
Al-Hoceima	112,7	113,1	0,4	110,9	112,2	1,2
Ensemble	111,9	112,4	0,4	109,4	110,8	1,3

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de décembre de l'année 2012, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Dakhla et Guélmim avec 1,2%, à Beni-Mellal avec 1,1%, à Agadir avec 1,0%, à Fès avec 0,8% et à Tanger et Laâyoune avec 0,7%. Une diminution a été enregistrée à Kénitra avec 0,1%.

Les hausses les plus importantes de l'IPC annuel de 2012 ont été enregistrées à Laâyoune avec 2,2%, à Dakhla avec 2,1%, à Casablanca et Beni-Mellal avec 2,0% et à Marrakech avec 1,8%; et les moins importantes à Rabat avec 0,6%, à Safi avec 0,9% et à Tétouan et Guélmim avec 1,1%. Une stagnation a été enregistrée à Oujda.

Evolution des variations interannuelles de 2010 à 2012

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	DECEMBRE/DECEMBRE (1)	ANNUELLES (2)
2010	2,2	0,9
2011	0,9	0,9
2012	2,6	1,3

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen de l'année N par rapport à l'année N-1.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Situation de janvier à novembre		
	2011	2012*	VAR.%
Pêche			
Débarquement des produits de la pêche côtière			
Quantité (en tonne)	817 585	995 454	21,8
Valeur (en milliers de Dh)	4 496 078	4 516 501	0,5

Source : Office National des Pêches.

	Situation de janvier à novembre		
	2011	2012*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (millions de KWh)	21 828	23 963	9,8
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes) ⁽¹⁾	5 872	6 167	5,0

	Situation de janvier à novembre		
	2011	2012*	VAR.%
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	14 593	14 525	-0,5

(1) Situation de janvier à octobre.

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à octobre		
	2011*	2012*	VAR.%
Commerce Extérieur (FOB/FOB)			
Exportations	239 686	245 517	2,4
Biens	145 659	150 286	3,2
dont : vêtements confectionnés	15 802	15 962	1,0
Services	94 027	95 231	1,3
dont : voyages	50 200	48 943	-2,5
Importations	329 345	350 698	6,5
Biens	272 537	290 990	6,8
dont : produits énergétiques	74 372	84 986	14,3
Solde commercial	-89 659	-105 182	
Taux de couverture (en %)	72,8	70,0	
Recettes M.R.E.	49 200	47 639	-3,2

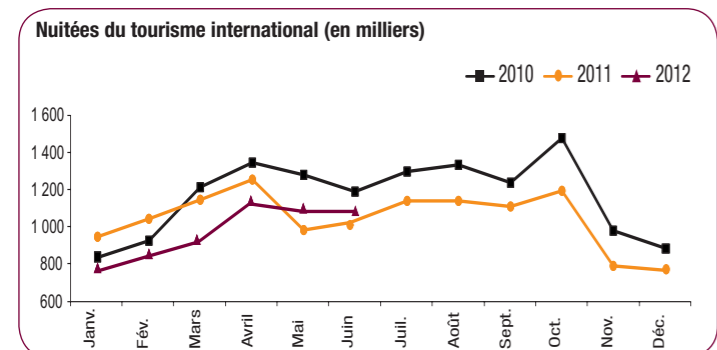
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à octobre		
	2011	2012*	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	14 666	14 971	2,1
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	10 862	10 765	-0,9

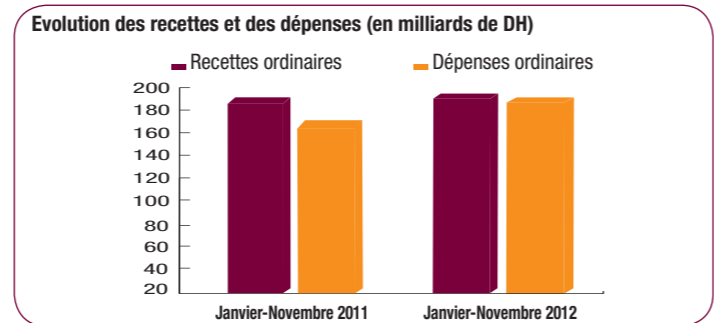
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dhs)	Situation de janvier à novembre		
	2011 ^R	2012*	VAR.%
Recettes ordinaires	190 046	198 529	4,5
Dépenses ordinaires	174 981	192 789	10,2
Dette publique	17 076	18 765	9,9
Investissement	37 225	37 795	1,5
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-13 864	-14 533	
Déficit / Excédent global	-36 024	-46 588	

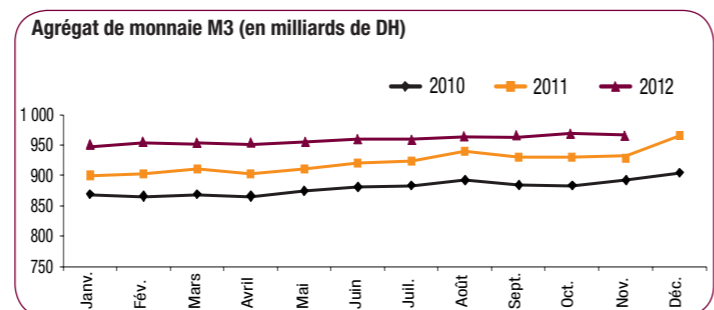
Source : Ministère de l'Economie et des Finances.



Monnaie

(En millions de DH)	Situation de janvier à novembre		
	2011 ^R	2012*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	935 088	966 507	3,4
Agrégats de placements liquides	354 384	361 547	2,0
Contreparties de la monnaie M3 ⁽¹⁾	935 088	966 507	3,4
Avoirs extérieurs nets	173 759	132 404	-23,8
Créances nettes sur l'administration centrale	101 835	127 431	25,1
Créances sur l'économie	774 324	816 762	5,5
Contrepartie des dépôts auprès du Trésor	42 115	47 554	12,9
Ressources à caractère non monétaire	148 254	150 182	1,3
Autres postes nets	8 690	7 462	-14,1

(1) Total des contreparties = Avoirs extérieurs nets + Créances nettes sur l'Administration Centrale + Créances sur l'économie + Contrepartie des dépôts auprès du Trésor - Ressources à caractère non monétaire - Autres postes nets
Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de décembre		
	2011 ^R	2012*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	18 886	16 214	-14,1
Capitalisation boursière (en millions de DH)	516 222	445 268	-13,7
Indice MASI	11 027,65	9 359,19	-15,1
Indice MADEX	9 011,57	7 614,04	-15,5
O.P.C.V.M.	30 Nov. 2012	28 Dec. 2012	VAR.%
Nombre	359	360	0,3
Actifs nets (en millions de DH)	232 493	241 853	4,0

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Troisième trimestre 2012

Selon les comptes nationaux du troisième trimestre 2012, l'économie nationale s'inscrit dans une croissance en ralentissement tirée toujours par la demande intérieure. En effet, le Produit Intérieur Brut (PIB), corrigé des variations saisonnières (cvs), a affiché un accroissement de 2,9% en volume au lieu de 5% le même trimestre de l'année 2011.

Dans ce contexte, la valeur ajoutée du secteur agricole a reculé de 8,4% au lieu d'une hausse de 6%. En revanche, le PIB non agricole s'est amélioré de 4,9% au lieu de 5%. Les activités du bâtiment et travaux publics, en amélioration de 6,1% le troisième trimestre de l'année 2011, sont en régression de 1,7% au cours de ce trimestre. Toutes les autres activités non agricoles ont enregistré des croissances positives et ce, malgré le ralentissement de quelques secteurs. Il s'agit, en particulier du commerce qui s'est accru de 1,6% au lieu de 4,7%, les transports de 2,1% au lieu de 5,9%, les postes et télécommunications de 18,1% au lieu de 24,1% et l'industrie de transformation de 1,7% au lieu de 3,7%.

Au niveau de la demande intérieure, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 3,5% au lieu de 9,6%. La consommation finale des administrations publiques, de son côté, a affiché une hausse de 5%, alors que la formation brute de capital (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a connu une quasi-stagnation.

Les échanges extérieurs de biens et services, de leur part, ont contribué pour 0,2 point à la croissance économique au lieu d'une contribution négative de 1,7 point. Les exportations de biens et services ont baissé de 0,7% au lieu d'une augmentation de 4,3% au troisième trimestre de 2011 et les importations ont diminué de 1,1% au lieu d'une hausse de 8,5%.

Durant ce trimestre, le revenu national brut disponible a progressé de 2,6% au lieu de 5,6% l'année précédente. Alors que l'épargne, a eu une part de 25,3% du PIB au lieu de 27,1% dégageant un recul plus accentué que celui de l'investissement qui s'est situé à 34,4% au lieu 35,2%.

Emplois du PIB en volume (aux prix de l'année précédente chaînés, base 1998)

	(en millions de dhs)		
	3 ^{ème} trim. 2011	3 ^{ème} trim. 2012	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	99 211	102 684	3,5
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	26 401	27 721	5,0
Formation brute de capital	54 825	54 725	-0,2
Exportations de biens et services	50 357	50 005	-0,7
Importations de biens et services	61 922	61 241	-1,1

Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)

	(en millions de dhs)		
	3 ^{ème} trim. 2011	3 ^{ème} trim. 2012	Glissement annuel en %
Revenu national brut disponible	211 948	217 541	2,6
Epargne nationale brute	54 782	52 832	-3,6

Valeur ajoutée (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 1998 par branche d'activité

Secteur/Branche	(en millions de dhs)		
	3 ^{ème} trimestre 2011	3 ^{ème} trimestre 2012	Glissement annuel en %
Secteur agricole	26 783	24 530	-8,4
Secteur non agricole	120 717	126 644	4,9
Pêche	850	982	15,5
Industrie d'extraction	3 029	3 127	3,2
Industrie de transformation	21 938	22 320	1,7
Electricité et eau	5 398	6 018	11,5
Bâtiment et travaux publics	8 069	7 934	-1,7
Commerce	17 869	18 155	1,6
Hôtels et restaurants	2 874	2 913	1,4
Transports	8 416	8 596	2,1
Postes et télécommunications	11 824	13 962	18,1
Activités financières et assurances	8 806	9 153	3,9
Services rendus aux entreprises et services personnels	17 461	18 317	4,9
Administration publique générale et sécurité sociale	12 955	14 482	11,8
Education, santé et action sociale	13 511	14 432	6,8
Branche fictive	-7 563	-7 836	-3,6
Impôts sur les produits nets des subventions	20 370	20 767	1,9
Produit intérieur brut (en volume)	167 713	172 619	2,9
PIB hors agriculture (en volume)	140 900	147 456	4,7
Produit intérieur brut (prix courants)	202 036	209 098	3,5

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

Evolution du (PIB) (en %)

